

Trouver une alternative de paix

Du 28 juin au premier juillet 2005 se tient au Palais des Congrès à Cotonou, au Bénin, le premier forum des partis politiques, des médias et de la société civile en Afrique de l'Ouest. Cette rencontre, qui réunit plus de 250 personnes venant des quinze pays de la CEDEAO, en plus de la Mauritanie, du Tchad et du Cameroun, est co-organisée par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (SCSAO)

Les objectifs premiers de ce forum tels que définis par ses promoteurs sont la prise de conscience par les acteurs eux-mêmes de leurs responsabilités et rôles dans la situation actuelle et à venir dans la sous-région, le décloisonnement, le partage d'expériences et de perspectives des acteurs qui d'ordinaire interviennent séparément dans l'espace public la création d'une synergie et une meilleure affirmation de leurs rôles dans la consolidation des processus démocratiques. Et enfin renforcer des liens et créer des partenariats pour appuyer une dynamique régionale de construction de la paix, de l'amélioration de la démocratie et de la sécurité.

Pour les pays de la CEDEAO, il s'agira de s'approprier, par les citoyens, du Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance dans la sous-région. Tous les pays ont participé avec des niveaux de représentation élevés, tant pour les partis politiques, la société civile que pour les médias.

Avant l'ouverture officielle du forum,

et le Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest (CVPAO). Pour la première fois dans la sous-région, des partis au pouvoir ou faisant partie des partis alliés aux partis au pouvoir se réunissent sur la même table avec ceux de l'opposition, aussi exacerbée qu'est cette opposition, comme au Togo ou encore en Côte d'Ivoire ou au Tchad. Syndicats, organisations de la société civile et acteurs des médias sont

réunis dans des plénières et des ateliers qui travaillent pour formuler un texte additionnel sur ces éléments incontournables des processus de démocratisation, pour leur permettre de trouver un terrain d'entente et une plateforme de dialogue afin de décrire les situations souvent conflictuelles et décloisonner les différents acteurs de la scène politique et sociale pour la paix.

faite par Pierre OSHO, le ministre de la défense du Bénin (et pressenti dauphin de Mathieu Kérékou qui ne pourra plus se représenter à cause de son âge devenu anticonstitutionnel : plus de 70 ans), des allocutions ont été faites par Normand Lauzon, directeur du SCSAO, et John IGUE, président du Club de veille. Autant les allocutions des chefs organisateurs ont été placées sous le signe de l'optimisme, autant celle du ministre béninois a été un chapelet de critiques que l'on peut qualifier d'objectives dans le contexte béninois en particulier, et ouest africain en général. Pour Normand Lauzon, il s'agit de répondre à trois questions principales : promouvoir une perception équilibrée de l'Afrique de l'Ouest qui tienne compte des contraintes tout en mettant l'accent sur les dynamiques de transformation; soutenir les initiatives et les efforts africains en faveur de la paix et participer aux plaidoyers des africains sur la scène internationale. Telles sont les nouvelles orientations de l'OCDE (organisation de coopéra-

tion et de développement économique). Pour l'OCDE et le Club du Sahel, la question essentielle est de savoir où et comment vont vivre les 430 millions d'africains de l'Ouest à l'horizon 2020, soit plus de 100 millions d'habitants de plus qu'aujourd'hui.

Quelle Afrique de l'ouest en 2020 ?

La croissance démographique va se traduire par plus de pression sur le marché de l'emploi des jeunes qui constitueront 50% de la population, par une urbanisation accrue, des pressions sur le foncier et des problèmes de sécurité alimentaire, des besoins grandissants en infrastructures socioéconomiques et des mouvements migratoires à la hausse. Autant de sources potentielles de conflits auxquelles les sociétés et les gouvernements devront apporter des solutions.

En Afrique de l'Ouest comme ailleurs, les peuples veulent la paix et la démocra-

Suite en page 5

Trouver une alternative de paix pour l'Afrique de l'Ouest

Suite de la Une

tie. Pour consolider la paix et la démocratie, il est nécessaire de comprendre les sociétés, leur évolution, leurs défis plutôt que d'en rester à une lecture superficielle trop souvent pessimiste des événements. Mais le risque est grand car les dynamiques de changement sont souvent porteuses d'espoirs en même temps que de tensions et les évolutions des rapports entre les villes et les campagnes imposent de penser un aménagement du territoire qui tienne compte des ce développement.

Le président du Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest, John Igué, a posé la problématique de l'instabilité et des guerres civiles qui découlent de l'acharnement des dirigeants africains à se maintenir par une " confiscation allant jusqu'à faire la guerre pour des raisons de sécurité personnelle ". Il suppose que si l'on arrivait à assurer une bonne sortie pour les despotes et autres roitelets des pays africains, il est sûr qu'ils accepteraient l'alternance. Il propose aux participants au Forum de chercher des éléments de réponse à la question de savoir comment " offrir " une sortie honorable à nos despotes en leur permettant d'assurer leur arrière et celui de leurs proches (terme qui peut englober aussi toute leur tribu ou ethnie ou clan), en créant une sorte de commission spéciale pour le pardon mais pas l'oubli comme une possible porte de sortie de crise. Pour John Igué, la question qui mérite d'être posée est l'efficacité des organisations de la société civile existantes dans la sous-région et leur capacité à saisir les nouvelles exigences de participation active à la mise en place d'une démocratie participative, d'une gouvernance transparente axée sur la lutte contre la corruption, la pauvreté et à restaurer la paix civile à

lence (Code d'Ivoire, Libéria)

- et les Etats qui sortent difficilement de longues années de conflits armés (Guinée Bissau, Sierra Leone).

Une classification qui n'est pas étanche dans la mesure où les situations conflictuelles rejaillissent les unes sur les autres.

Le discours qui n'a pas fait de quartiers

Lors de son discours d'ouverture, le ministre béninois de la défense s'est appesanti sur le rôle des trois groupes réunis dans ce forum, partis politiques, médias et société civile, qui sont " trois segments essentiels de nos systèmes démocratiques au niveau desquels se situent les sources de leurs écueils ".

Selon lui, " la multiplication effervescente des initiatives organisationnelles a favorisé l'apparition d'un paysage politique très éclaté et atomisé. D'innombrables groupes se sont constitués sous l'appellation de partis politiques sans avoir les moyens d'exister et de fonctionner convenablement. " Il juge que cette situation est porteuse de dangers dans la mesure où " ces groupes... sont en permanence dans une logique d'affrontement pour le partage des avantages matériels que procure l'Etat ". Il n'y a donc pas de débat d'idées qui devait sous-tendre, selon lui, l'action éducative des partis. " une responsabilité assez grande en considération de l'ampleur de l'analphabétisme ". C'est pourquoi il est rare de " voir se succéder à la tête de nos Etats différentes philosophies politiques et des programmes de société inspirés de visions ou d'orientations différentes dans le cadre d'une authentique alternance politique ".

témoins objectifs et arbitres impartiaux des débats politiques, griots modernes de la légalité institutionnelle et de l'ordre républicain ". Seulement l'intervenant juge que ce n'est pas le cas, car " dans la plupart de nos pays, la presse est une entreprise opportuniste et corrosive qui s'écarte dangereusement du code d'éthique et de déontologie propre à ce métier ". Il explique que si " la presse perd si facilement ses repères, c'est à cause de l'amateurisme de ses animateurs et de son asservissement au pouvoir de l'argent ".

Etat des lieux

Le professeur Abdoulaye Bathily, du Sénégal, a fait un exposé où il a présenté un état des lieux de la démocratie en Afrique de l'Ouest. Il a développé le contexte historique de la démocratisation dans la sous-région et s'est appesanti sur les lenteurs et les pesanteurs qui freinent encore ce processus tant au niveau du choix institutionnel des pays concernés que des choix économiques toujours relégués au second plan et laissés aux technocrates, alors que " la pauvreté est l'une des raisons principales de l'absence de démocratie. Car la démocratie économique doit accompagner sinon précéder la démocratie politique. Et il n'y a pas de démocratie économique dans nos pays. " Avec lui, le général Cheikh Oumar Diarra, secrétaire exécutif adjoint aux affaires politiques et de sécurité de la CEDEAO a eu à affronter les feux nourris des participants pour les différentes interventions de son organisation pour le maintien de la paix ou encore la facilitation du dialogue dans plusieurs pays, en particulier ceux qui sont aujourd'hui sur la sellette : le Togo et la Guinée-Bissau.

Dans cet espace en construction qu'est

partir d'une information crédible. La nature des organisations de la société civile est-elle conforme aux exigences attendues, leurs relations avec le pouvoir politique sont-elles suffisamment définies et transparentes, celles avec la communauté internationale sont-elles aussi transparentes et équitables? Il en conclut que du point de vue de la nature même de ces organisations (leur fragmentation excessive) est un obstacle qui les empêche de répondre aux exigences actuelles, laquelle fragmentation conduit, selon lui, à deux situations qui ne sont pas favorables à la démocratie : la tribalisation de la plupart des organisations et les liens de clientélisme que certaines d'entre elles entretiennent avec les pouvoirs en place. Il classe les pays de l'Afrique subsaharienne en quatre groupes :

- les Etats qui ont accompli des progrès notables dans la domestication de la violence, mais avec des incertitudes profondes quant à l'avenir du processus démocratique (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Cap Vert),

- les Etats rongés de l'intérieur par des discordes entre élites et différentes forces politiques (Guinée, Mauritanie, Nigeria, Togo),

- les Etats qui ont basculé dans la vio-

Pour parler de la société civile, il l'a jugée sans aucune complaisance. Selon lui, " nos processus démocratiques semblent insuffisamment impulsés par leur société civile qui n'assume pas dans la plupart de nos Etats son rôle d'arbitre du jeu politique ". Elle se fait " recruter par la classe politique, laissant sa vocation première de participer à l'impulsion constructive d'une nation où les valeurs morales et éthiques doivent être cultivées et promues ". Les médias ont la part précieuse dans ce procès de la démocratie qu'a fait le représentant du gouvernement du Bénin. " Leur multiplication est sans doute signe de vitalité de la démocratie", mais il remarque qu'un regard " jeté sur la presse de la sous-région permet de constater que ce secteur est malade " et son diagnostic justifie " une thérapie en profondeur". Et puisque " tout système politique a la presse qu'il mérite, la démocratie a besoin, pour son irréversibilité, d'une presse certes libre, mais aussi et surtout de journalistes techniquement compétents et moralement intègres, ... conscients de leur rôle privilégié d'éveilleurs et d'éclaireurs de la conscience citoyenne. ... Les professionnels des médias devraient être des promoteurs de l'excellence, perçus et respectés comme des serveurs de la vérité,

la CEDEAO, le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest n'a pas encore été ratifié par le quorum requis, soit 9 pays sur 15. Les représentants du parlement de la CEDEAO et son secrétaire exécutif faisaient un plaidoyer en règle pour convaincre l'opinion publique et les gouvernements de ratifier ce document qui permettra à l'organisation de pouvoir s'impliquer davantage dans le secteur économique. Le mercredi, c'est le tour des commissions de travailler pour proposer des projets de résolution qui seront adoptés en plénière demain, jeudi, finalisant ainsi le travail de deux années de partenariat entre le club de veille pour la paix et le club du Sahel de l'OCDE. Rappelons que la Mauritanie y est représentée par quatre partis politiques (PRDS avec Boydjel Ould Houmoïd et Daha Ould Teïss, le RDU par Ahmed Ould Sidi Baba, Ould Maouloud pour l'UFP, Ahmed Ould Daddah et Kane Hamidou Baba pour le RFD), en plus de Tidjane Koïta, de l'UNDD, Kadiata Diallo et Boubacar Moussa Ba de l'UFP en tant que membres du club de veille. La société civile est représentée par deux ONG, deux syndicats et un représentant de la presse.

HINDOU MINT AININA
ENVOYÉE SPÉCIALE À COTONOU